



AimPact

START-UP POLITIQUE ET CITOYENNE À IMPACT AU SERVICE
DE L'ACTION PUBLIQUE



Les attentes des Français en matière de sécurité

www.aimpact.tech

7 juin 2021

AimPact

START-UP POLITIQUE ET CITOYENNE À IMPACT AU SERVICE
DE L'ACTION PUBLIQUE

AimPact est une start-up politique et citoyenne à impact au service de l'action publique.

À travers des recommandations concrètes obtenues des citoyens mobilisés, validées par des comités de recherche de haute valeur ajoutée, AimPact permet aux décideurs publics de remédier aux carences de la démocratie et aux décideurs privés, de résoudre leurs difficultés organisationnelles.

AimPact agit ainsi comme véritable laboratoire d'innovations publiques et se veut un lieu collaboratif de résolution de problèmes de politique publique. La start-up mobilise un large écosystème d'acteurs issus du secteur public et privé, ou encore de la société civile, et les encourage à collaborer pour aborder des questions politiques complexes en lien avec les enjeux du bien commun en vue de pouvoir proposer des solutions transformatrices concrètes.

Pour plus d'informations, veuillez consulter : www.aimpact.tech

Les attentes des Français en matière de sécurité

Note rédigée par le Comité AimPact

La question sécuritaire est annoncée comme thématique centrale des élections régionales et présidentielles à venir. Alors même que la sécurité n'est pas compétence des régions, les Français seraient, si l'on en croit les chiffres du mois d'avril concernant les élections régionales (sondage RégioTrack d'OpinionWay pour « Les Echos »), 47 % à placer le thème de la sécurité « en tête des enjeux qui compteront, devant le développement économique et la création d'emplois (39 %), ainsi que le cadre de vie et l'environnement (37%) »¹.

Partout et constamment, la thématique sécuritaire est très largement abordée, discutée, décryptée par les médias. Dans un contexte d'inquiétude globale liée à la situation sanitaire, l'inquiétude sécuritaire n'en est que renforcée. Les tristes événements récents (attaques dirigées contre les forces de l'ordre, drames familiaux et conjugaux...) ont logiquement accru ces inquiétudes, au point que « 78 % des Français affirment que les propositions des candidats en matière de sécurité seront importantes »² aux présidentielles de l'année prochaine. Tous les électorats sont ici concernés puisque les écarts selon les affinités politiques, auparavant marqués à ce sujet, tendent à se réduire.³

Enjeu certain des élections futures, quelles sont les attentes qui accompagnent ces intentions de vote ?

1. Des attentes tournées vers les régions

Bien que « près de deux Français sur trois (64 %) jugent la sécurité bien assurée dans leur région » (même si plus le tissu urbain est dense, plus l'insatisfaction grandit), 86 % des Français disent « approuver un élargissement des compétences des régions en matière de sécurité ».⁴

Aussi, et plus concrètement, « pour agir sur le terrain, 67 % de nos concitoyens soutiennent la création de polices régionales »⁵.

Les attentes semblent donc pour partie s'axer sur une réorganisation de la gestion de la sécurité intérieure et le développement d'un pouvoir plus important en la matière au niveau régional.

Aussi, si la thématique sécuritaire ne fait normalement pas partie des compétences des régions, ces dernières sont de plus en plus nombreuses à vouloir prendre davantage leurs

¹ FICEK Isabelle, « Régionales : la sécurité s'impose comme le thème majeur de la campagne », Les Echos [En ligne], 29 avril 2021.

Consulté le 25 mai 2021, URL :

<https://www.lesechos.fr/politique-societe/politique/regionales-la-securite-simpose-comme-le-theme-majeur-de-la-campagne-1311119>

² ODOXA pour FIDUCIAL (2021), « Baromètre sécurité des Français mai 2021 », 14-15 avril 2021, récupéré à partir de <http://www.odoxa.fr/sondage/9306-2/>

³ Ibid.

⁴ Ibid.

⁵ Ibid.

responsabilités en la matière. Pour ce faire, « les régions commencent souvent par aborder la question via la sécurité des lycées ou des transports régionaux, qui leur incombent »⁶.

Cela est cependant jugé insuffisant par les citoyens puisque si l'on considère les résultats du sondage Odoxa mené en avril dernier (à deux mois du scrutin), 73 % des Français disaient encore regretter « que les candidats n'évoquent pas suffisamment les questions de sécurité dans le cadre de leur campagne »⁷.

2. Des attentes plus générales au niveau national

Pour améliorer la situation en matière de sécurité, les Français dirigent principalement leurs attentes sur deux points liés au traitement des peines : durcir leur sévérité d'une part et s'assurer de leur application de l'autre.

En effet, d'après le sondage Elabe « *Les Français et la sécurité* » en date du 21 avril 2021 : « S'assurer de l'application réelle des peines (51%) et durcir le code pénal (43%) sont les mesures les plus attendues pour agir en matière de sécurité »⁸. Viennent ensuite deux mesures qui concernent directement les forces de l'ordre : le renforcement de la présence policière sur le terrain et l'augmentation des effectifs.

Au sujet de la jeunesse, 4 Français sur 10 semblent être d'avis que le Gouvernement doit « renforcer les cours d'instruction morale et civique à l'école »⁹ puisque les problèmes de délinquance seraient d'abord liés à des problèmes d'éducation (pour 51% des Français) et un manque de sévérité et d'application des sanctions judiciaires (pour 49%)¹⁰. 72% des Français jugent également que « la prévention en matière de sécurité à destination de la jeunesse est insuffisante dans les politiques publiques »¹¹.

Ces chiffres renvoient à une autre statistique marquante : les deux-tiers des Français (68%) souhaiteraient l'abaissement de la majorité pénale de 18 à 15 ans.¹²

Enfin, 79 % des Français estimeraient que « les peines et condamnations en matière de trafic de drogues ne sont pas assez sévères », et 57 % auraient le même avis concernant la consommation.¹³

⁶ FORTIN F., « La sécurité, nouvelle compétence des régions ? », Localtis un média Banque des Territoires [En ligne], 24 mars 2021.

Consulté le 5 juin 2021, URL :

<https://www.banquedesterritoires.fr/la-securite-nouvelle-competence-des-regions>

⁷ ODOXA pour FIDUCIAL (2021), « Baromètre sécurité des Français mai 2021 », 14-15 avril 2021, récupéré à partir de <http://www.odoxa.fr/sondage/9306-2/>

⁸ ELABE pour BFMTV (2021), « #Opinion en direct - Les Français et la sécurité », 20-21 avril 2021, récupéré à partir de <https://elabe.fr/wp-content/uploads/2021/04/securite.pdf>

⁹ Ibid.

¹⁰ ODOXA pour FIDUCIAL (2021), « Baromètre sécurité des Français mai 2021 », 14-15 avril 2021, récupéré à partir de <http://www.odoxa.fr/sondage/9306-2/>

¹¹ Ibid.

¹² Ibid.

¹³ ELABE pour BFMTV (2021), « #Opinion en direct - Les Français et la sécurité », 20-21 avril 2021, récupéré à partir de <https://elabe.fr/wp-content/uploads/2021/04/securite.pdf>

Finalement, bien que certaines attentes soient ciblées, les Français ne semblent pas s'accorder sur la personne susceptible de satisfaire ces dernières puisqu'en matière de sécurité « aucune personnalité ne rassemble la confiance de plus d'un Français sur 3 »¹⁴.

A quelques jours des élections régionales et à moins d'un an des élections présidentielles, les attentes en matière de sécurité sont nombreuses et variées, **exprimées aussi bien au niveau national qu'au niveau régional**. Elles varient selon divers critères tels que le lieu de résidence, l'âge, le sexe...et évidemment plus globalement le ressenti personnel en terme d'insécurité.

Cependant, certains écarts auparavant marqués quant à la place que doit avoir la sécurité dans les programmes politiques et le fait d'en faire ou non une priorité s'amenuisent.

Il est aussi évident que le fait que la sécurité, ou plutôt l'insécurité et le sentiment lié, envahissent chaque jour le débat public et occupent une place très importante du traitement de l'information par les différents médias, crée un effet domino qui peut amener à sous-estimer (ou mal évaluer) la place qu'auront d'autres thématiques dans les votes à venir.

Si aucune personnalité politique ne semble plus qu'une autre se départager ou se voir accorder la pleine confiance des citoyens en matière de sécurité, il reste tout de même certain que la thématique sécuritaire aura **une place de choix dans les programmes politiques, les mots choisis et les débats à venir, et que la question ne pourra être éludée**.

¹⁴ Ibid.

Contact

Notre initiative vous intéresse ? Vous souhaitez obtenir plus d'informations, nous rejoindre, contribuer à nos travaux ? N'hésitez pas à nous contacter.

AimPact

START-UP POLITIQUE ET CITOYENNE À IMPACT AU SERVICE
DE L'ACTION PUBLIQUE

www.aimpact.tech/contact

